




Apprendre aujourd'hui

Diriger demain

30 jours pour transformer les défis en opportunités. L'éducation pour les communautés rurales et éloignées

Y'ello Care



Croissance et développement

Depuis Yacolidabouo chez Kessy Thiam "corrige" le discours du Rhdp



Le président du Pdc est à l'offensive après l'enterrement de Konan Bédié, le défunt président du Pdc. A moins de 17 mois de la présidentielle d'octobre 2025, le patron du Pdc, candidat naturel de ce parti veut refaire son retard. Il a décidé de commencer ses tournées nationales par la capitale de la Nawa (Soubré) où il anime un meeting ce samedi 22 juin 2024. Sur le chemin de Soubré, il a marqué un arrêt à Yacolidabouo, le village de l'illustre Marcel Zadi Kessy, ancien vice-président du Pdc, ex-Pdg du groupe Cie/Sodeci, décédé. Dans ce village moderne de riches planteurs d'hévéa, le président du Pdc a axé son intervention sur la croissance économique tant vantée par le gouvernement Rhdp dans ses sorties officielles. Dans son discours devant le congrès, le 18 juin 2024, Alassane Ouattara avait encore pointé une croissance de l'économie qui se situerait à environ 7 % pour la prévision 2024. Pour Tidjane Thiam, la croissance n'est pas le fait du gouvernement mais plutôt du travail des braves populations et il faut le leur rendre en améliorant leur bien-être social. Selon l'ancien directeur du Crédit Suisse, il convient à ce niveau de faire un lien entre la croissance et l'indice du développement humain du Pnud, l'agence onusienne en charge du développement

KKB nouvel ambassadeur de la Côte-d'Ivoire au Gabon

La presse gabonaise de ce vendredi 21 juin confirme l'accréditation prochaine de KKB comme nouvel ambassadeur au Gabon. L'annonce a été faite hier à l'issue du Conseil des ministres. Kouadio Konan Bertin nommé ambassadeur de Côte d'Ivoire au Gabon Kouadio Konan Bertin, affectueusement appelé "KKB" a été nommé ambassadeur de la Côte d'Ivoire au Gabon avec résidence à Libreville annoncé jeudi soir le porte parole du gouvernement gabonais, Laurence Ndong rendant publique le communiqué final du conseil des ministres tenu dans la capitale sous la présidence




Apprendre aujourd'hui

Diriger demain

30 jours pour transformer les défis en opportunités. L'éducation pour les communautés rurales et éloignées

Y'ello Care

Politique

Croissance et développement - Depuis Yacolidabouo chez Kessy - Thiam "corrige" le discours du Rhdp

Le président du Pdc est à l'offensive après l'enterrement de Konan Bédié, le défunt président du Pdc. A moins de 17 mois de la présidentielle d'octobre 2025, le patron du Pdc, candidat naturel de ce parti veut refaire son retard. Il a décidé de commencer ses tournées nationales par la capitale de la Nawa (Soubré) où il anime un meeting ce samedi 22 juin 2024. Sur le chemin de Soubré, il a marqué un arrêt à Yacolidabouo, le village de l'illustre Marcel Zadi Kessy, ancien vice-président du Pdc, ex-Pdg du groupe Cie/Sodeci, décédé. Dans ce village moderne de riches planteurs d'hévéa, le président du Pdc a axé son intervention sur la croissance économique tant vantée par le gouvernement Rhdp dans ses sorties officielles. Dans son discours devant le congrès, le 18 juin 2024, Alassane Ouattara avait encore pointé une croissance de l'économie qui se situerait à environ 7 % pour la prévision 2024. Pour Tidjane Thiam, la croissance n'est pas le fait du gouvernement mais plutôt du travail des braves populations et il faut le leur rendre en améliorant leur bien-être social. Selon l'ancien directeur du Crédit Suisse, il convient à ce niveau de faire un lien entre la croissance et l'indice de développement humain du Pnud, l'agence onusienne en charge du développement économique international. Thiam a fustigé la gestion de la croissance dans notre pays. Il a critiqué la gouvernance Rhdp en ces termes :

"On nous parle de croissance économique de 6 %, 7%. La croissance économique, c'est vous qui la produisez. La croissance économique, ce sont les planteurs qui font le cacao, ce sont les planteurs qui font l'hévéa, ce sont les commerçants qui sont au marché. C'est le résultat du travail des ci-

toyens, ce n'est pas le gouvernement qui produit la croissance économique. C'est vous, c'est nous tous. Donc pour les 6 ou 7%, il faut qu'on vous félicite. Ca, c'est ce que la société ivoirienne a produit. Maintenant, ce que le gouvernement doit faire, c'est utiliser cette croissance pour la mettre au service des citoyens. Comment on mesure ça ? Il y a quelque chose, sans être trop compliqué qu'on appelle l'Indice de développement humain. Ça se mesure dans beaucoup de pays, l'espérance de vie, combien de temps les gens vivent, le niveau de l'éducation etc. C'est publié chaque année. (...) Ce sont des chiffres que tout le monde accepte. La Côte d'Ivoire notre pays vient de passer de la 159e place à la 166e place. Ce n'est pas Tidjane Thiam (qui le dit), ce sont des chiffres officiels en un an, Nos sommes 166e sur 193 (pays classés), cela veut dire que nous sommes parmi les 30 derniers au monde. Ce n'est pas une attaque politique, c'est un fait. L'espérance de vie a baissé d'un an. Or le travail du gouvernement, c'est de prendre cette richesse qui est créée par votre travail pour l'investir au profit des populations. Donc le combat que nous menons c'est de faire en sorte que le développement humain en Côte d'Ivoire soit le même que le développement économique comme on l'a connu pendant des décennies quand le Pdc gérait ce pays. Voilà le sens de l'action que nous voulons mener et c'est possible parce que nous l'avons déjà fait ! Mettre l'accent sur l'éducation, mettre l'accent sur la santé, ce sont des valeurs que porte le Pdc-Rda. Le Pdc a toujours mis l'homme au centre du développement économique". Thiam a tenu ces propos à la Place Donwahi de Yacolidabouo. Il a ensuite donné la parole à l'assistance pour qu'elle dise



comment elle vit les problèmes du quotidien. Par la suite rendez-vous a été donné aux militants pour le meeting de Soubré. Mais avant son discours, il a dit du bien de Marcel Zadi Kessy avec qui, dit-il, il a eu des rapports de travail au profit de la Côte d'Ivoire notamment dans le domaine de l'électricité. Pour lui, c'est ce travail acharné avec l'ancien Pdg du groupe Cie/Sodeci qui a permis à la Côte d'Ivoire de ne pas sombrer dans la crise énergétique quand le pays traversait des difficultés.

Sénégal-France: Diomaye et Macron s'accordent sur le besoin de rénover et de réadapter leurs relations aux mutations actuelles

Première rencontre entre les PR Diomaye et Macron au Palais de L'Élysée. Après ma participation ce matin à la conférence de GAVI sur l'accélération de la production de vaccins en Afrique, j'ai été convié à un déjeuner convivial par le Président Emmanuel MACRON. Nous avons évoqué la longue tradition et la qualité des relations entre nos deux pays et exprimé notre volonté commune d'œuvrer à leur rénovation en les adaptant aux

mutations actuelles." Les mots du Président français Macron, après sa toute première rencontre avec son homologue sénégalais Bassirou Diomaye Faye. « Après notre première rencontre, j'en suis convaincu : nous allons donner une nouvelle impulsion au partenariat entre le Sénégal et la France, unis par des valeurs démocratiques communes et des liens humains indéfectibles. »





Échanges Citoyens



Qui de la Côte-d'Ivoire ou du Faso finance la tour du Burkina à Abidjan ?

La Maison du Burkina : un édifice à la dimension des liens qui unissent la CI et le Burkina. Plusieurs estiment que l'immeuble avait sa place à Ouagadougou où il serait certainement l'un des édifices les plus hauts et les plus beaux de la ville. Le Burkina l'a-t-il réellement financé ? En plein cœur de la commune du plateau, dans le dos de la BCEAO, sur une vaste superficie, s'élève un très bel immeuble de 16 niveaux (14 étages et deux sous-sols) sur une superficie relativement vaste. Entièrement recouvert de vitre, l'édifice est en finition en ce mois de Juin 2024. C'est la Tour du Burkina ou la Maison du Burkina. C'était un vieux rêve de la communauté burkinabè en Côte d'Ivoire, de disposer d'un édifice qui à l'instar de la maison du Mali à quelques encablures de là, devait concentrer tous les services officiels de l'Etat burkinabè (ambassade et résidence de l'ambassadeur, consulat général, chambre de commerce, et autres services diplomatiques, économiques, culturelles)

Pays frontalier, le Burkina est un important partenaire de la Côte d'Ivoire. Le port d'Abidjan est son "débouché naturel" sur l'océan, quoique ces derniers temps pour des raisons que l'on sait, le pays se reporte de plus en plus sur le port de Lomé. Entre 1932 et 1947, les deux territoires étaient inclus dans la même colonie. De par sa taille, la communauté burkinabè est la plus importante diaspora en Côte d'Ivoire (environ 06 millions d'individus selon les données consulaires de 2020). Les populations sont imbriquées, ainsi que les flux économiques, les burkinabés ont un rôle de premier plan dans l'agriculture ivoirienne. Il était logique qu'un édifice soit bâti à la dimension de tous ces liens. Mais des questions se posent. Tout d'abord la superficie du site interpelle. 5 886 m², relativement immense dans une commune du Plateau où les lots sont au restreint. Ce site est le second de par sa taille qui abrite une représentation diplomatique en Côte d'Ivoire, derrière celui de l'ambassade des Etats-Unis à la Riviera Golf. Le Burkina ne l'a pas acquis dans une transaction en bonne et due forme. Le site a été "mis à sa disposition" (c'est la formule consacrée), par l'Etat ivoirien. Un don pour faire simple. Il se dit que la CI a également bénéficié d'un don similaire dans la capitale burkinabè. Cela reste à vérifier vu les changements de régime intervenus au "pays des hommes intègres". Avant que le président Compaoré ne soit renversé en 2014 par une révolte populaire (suite à sa tentative de modifier la constitution et remettre le compteur des mandats à zéro), les relations entre la CI et le Burkina étaient "fusionnelles". Un conseil des ministres conjoint s'est tenu à Ouagadougou en Novembre 2011 où d'importantes décisions furent prises, dont la construction de la Maison du Burkina. Entre 2011 et 2014, les entreprises burkinabè exécutaient beaucoup de marchés publics en Côte d'Ivoire, principalement dans l'entretien et la construction routière. Le Burkina avait des vues sur les mines d'or. Visiblement il y avait une prédation du président Compaoré sur l'économie ivoirienne, estimant à tort ou à raison que le président Ouattara lui devait en partie son accession au pouvoir. La Maison du Burkina et tout le reste résultent de son emprise sur le président ivoirien. La

construction de l'édifice a été lancée le 27 Mars 2014. Le coût n'a jamais été officiellement communiqué. Plusieurs montants circulent dans la presse : 27,55 milliards FCFA, 20 milliards, ou 25 milliards. De sources concordantes, on sait que le coût est inférieur à 30 milliards. La question de l'origine du financement (le montage financier) reste également opaque. On parle vaguement d'un partenariat public privé sans en préciser les contours. Qui de la CI ou du Burkina finance réellement les travaux ? La question fait sens. Pourquoi le Burkina financerait à l'étranger un immeuble de 16 niveaux, une infrastructure qu'il n'a pas à domicile ?

Sur les réseaux sociaux, ils sont d'ailleurs nombreux à relever que cet immeuble avait sa place non pas à Abidjan, mais à Ouagadougou où il aurait mieux contribué au rayonnement de la ville. Ils estiment illogique que le pays "ait mis autant d'argent" dans une infrastructure bâtie à l'étranger. Depuis dix ans qu'ils durent, les travaux ont connu plusieurs interruptions, selon l'évolution de la situation politique au Burkina. Le pays a connu quatre présidents après le départ du président Compaoré : Michel Kafando (le président de transition 2014-2015), Roch Kaboré (2015 - 2022), le lieutenant-colonel Paul Damiba (Janvier - Septembre 2022), et le capitaine Ibrahim Traoré (depuis le 03 Septembre 2022). Seul Michel Kafando a visité le chantier, preuve que les autres se sont désintéressés de la question, notamment le président Roch Kaboré qui est resté au pouvoir de 2015 à 2022. Aujourd'hui les relations sont au plus bas entre la CI et le Burkina. Les incidents armés se multiplient à la frontière. La rencontre au sommet entre les ministres de la défense des deux pays le 19 Avril 2024, qui devait faire baisser la tension, n'a accouché d'aucun résultat concret. Le capitaine Traoré dans une interview à l'hebdomadaire Jeune Afrique après cette rencontre, avait parlé de "l'hypocrisie" de la Côte d'Ivoire qui selon lui "abrite tous ceux qui veulent déstabiliser le Faso". La déclaration avait exaspéré les autorités ivoiriennes, qui ont rappelé leur don d'équipement militaire d'un montant de 2,3 milliards FCFA au Burkina en Mars 2023, pour l'aider à lutter contre le terrorisme.

D'autre part, en avril 2024 l'hebdomadaire Jeune Afrique révélait la découverte par les renseignements ivoiriens d'un "complot" en préparation depuis le Burkina, où une cinquantaine d'anciens militaires ivoiriens seraient en formation pour entreprendre des "actions déstabilisatrices" en CI. Pour les autorités ivoiriennes, c'est bien le Burkina qui abrite ceux qui veulent déstabiliser la CI et non l'inverse. Le Faso détient depuis Septembre 2023 deux gendarmes Ivoiriens qui se sont malencontreusement retrouvés sur son territoire lors d'une patrouille. La CI détient aussi depuis mars 2024, un militaire burkinabè et un supplétif civil, qui ont aussi malencontreusement franchi la frontière. Bref la tension est vive.

Sur le plan économique, le Burkina est en proie à de graves difficultés budgétaires du fait des besoins d'équipement de l'armée, et de la fermeture de plusieurs mines d'or pour cause d'insécurité, l'une de ses principales sources de revenus. La production cotonnière est aussi

perturbée par l'insécurité. De nouveaux impôts ont été créés, la TVA sur certains produits a été augmentée, mais cela n'a pas eu un grand impact sur les recettes de l'Etat. Et pourtant les travaux de la Maison du Burkina ont connu une accélération pendant ce temps. Si on part du principe que le financement est burkinabè, ce serait surprenant que le pays finance l'édifice en ce moment, dans un contexte de difficultés financières, de tensions entre les deux régimes, et de baisse du niveau d'échanges. Les deux pays en ce moment s'éloignent l'un de l'autre. Il n'y a pas vrai

ment de signe de rapprochement. Curieux que dans un tel contexte, le financement de l'édifice soit une priorité du capitaine Traoré. L'accélération des travaux ne peut s'expliquer que si on admet que le financement vient de la Côte d'Ivoire. Le Burkina intervient certainement dans le budget de l'infrastructure. On sait que 1,5 milliards FCFA provenant d'une taxe spéciale greffée sur les cartes consulaires, devait servir au financement de la tour. Cela reste toutefois marginal. Tout porte à croire que "l'essentiel" des fonds provient de la Côte d'Ivoire, raison pour laquelle le coût de l'ouvrage et le montage financier n'ont jamais été révélés. Cela aurait évidemment fait scandale dans les deux pays. La Maison du Burkina, de l'acquisition du site à la construction de la tour, a tout d'un don de la Côte d'Ivoire au "pays des hommes intègres". C'est le résultat, comme on l'a souligné plus haut, de l'emprise du président Compaoré (avant sa chute) sur le Président Ouattara. Cela n'a rien d'inédit en Afrique. Le bâtiment de l'ambassade de la Centrafrique à Malabo, est un don de la Guinée Equatoriale à la RCA. En Côte d'Ivoire la Mosquée Mohamed VI récemment inaugurée (la plus grande du pays), est un don du roi du Maroc. Toutefois on remarquera que le président Teodoro Obiang Nguema n'était pas son l'emprise du président centrafricain, pas plus que le souverain du Maroc n'était son l'emprise du président ivoirien lorsqu'il décidait de faire le don. Comment aurait évolué la relation entre les présidents Ouattara et Compaoré si ce dernier s'était maintenu au pouvoir ? Aurait-il renforcé son emprise en exigeant toujours plus, ou alors le président Ouattara se serait-il émancipé de cette influence ? Ce dernier n'est pas homme à se laisser dicter sa conduite. Il semble qu'à partir de 2013, des tensions étaient apparues entre les deux hommes du fait des intentions burkinabés sur le secteur de l'or en Côte d'Ivoire. Tout porte à croire que le président Ouattara aurait fini par "se libérer" de cette tutelle qui ne disait pas son nom. Une chose est cependant claire, si le président Blaise était demeuré aux affaires, la Maison du Burkina aurait déjà été inaugurée il y a longtemps. Or aujourd'hui, plus de dix ans après le lancement des travaux, l'inauguration reste une perspective plus ou moins lointaine.

Douglas Mountain
oceanpremier4@gmail.com
Le Cercle des Réflexions Libérales



Politique

Conférence publique - La société civile AFRICANISME célèbre l'Afrique



Créée depuis le 18 mars 2023, la société civile Africanisme a fait sienne les principes de la diversité, de la pluralité et de l'ouverture entre les peuples. Dans le cadre de ses activités d'implantation, cette organisation dirigée par le journaliste Alafé Wakili a organisé ce jeudi 20 juin 2024 une conférence publique autour du thème :

L'intégration africaine à l'épreuve du panafricanisme : enjeux, défis et perspectives.

C'est l'amphithéâtre District de l'université Félix Houphouët-Boigny de Cocody qui a servi de cadre à cette conférence publique. Monsieur Claude Sahi, Chef de cabinet du président de la République et parrain de la cérémonie après avoir félicité les initiateurs de cette rencontre de donner et de recevoir, a invité les nombreux étudiants présents à un éveil des consciences pour un panafricanisme réussi loin des idéologies et du populisme. Pour le collaborateur du chef de l'état, ce qu'il faut à notre continent c'est la matura-

tion des âmes qui nous conduira à un assemblage cohérent pour un panafricanisme réussi. Prenant tour à tour la parole, les panélistes ont donné chacun leur vision du panafricanisme. Pour madame Pulchérie Gbalet qui représentait la société civile, c'est l'échec de nos organisations sous-régionales notamment la Cedeao qui a conduit à la création de l'AES. Elle a profité de cette tribune pour interpellier les dirigeants africains quant au respect des lois. Pour elle, la plupart des crises observées dans nos états prennent leur source dans le non-respect des lois que nous nous sommes librement assignées. Pour Charles Blé Goudé, président du Cojep, il est important de lever les barrières entre nos états. « Je ne suis pas pour un panafricanisme d'exclusion. J'encourage l'alternance politique dans nos états. Je condamne tous les coups d'état qu'ils soient militaires ou civils. Il faut que la jeunesse africaine prenne toute sa place dans ce processus qui doit nous conduire demain à un panafricanisme réussi

qui permettra de faire face aux nombreux défis à venir » a dit l'ex-leader de la galaxie patriotique. Le professeur Dion a quant à lui édifié son auditoire sur la nécessité pour les jeunes africaines à appréhender le monde avec réalisme. Il a appelé à l'éveil des consciences. « L'Afrique est une mine d'or qui dort. Une Afrique en miettes restera une Afrique de miettes. Nos petits états ne peuvent tenir face aux géants de ce monde. Le panafricanisme tel que prôné par Kwamé N'kruma était une utopie mobilisatrice qui doit inspirer les jeunes africaines » sont entre autres les orientations données par l'universitaire, président de l'association des professeurs de philosophie. Jules Goué représentant le Front populaire ivoirien (Fpi) estime que l'Afrique doit arrêter de se lamenter sur son sort et se mettre au travail. « Il faut nous remettre en cause et se mettre au travail tout en s'éloignant de la corruption », a-t-il conseillé aux étudiants présents.

Emmanuel De KOUASSI
Pour Connectionivoirienne

Côte-d'Ivoire: Macron aurait refusé un 4e mandat à Ouattara



Demain le 18 juin, le chef de l'État prononcera son discours tant attendu devant le Congrès. Pour partisans et adversaires, une chose les intéresse. Ouattara va-t-il être tenté de briguer 4e mandat ? Selon nos informations le Président sortant laissera encore planer le doute sur la question, au moins encore quelques mois jusqu'à la rentrée en octobre ou même bien au-delà. En clair, le chef de l'Etat ne donnera pas de réponses sur la question. Mais, il ne doit pas avoir de doute, l'intention de Ouattara reste de mourir au pouvoir comme son idole Félix Houphouët-Boigny. Seuls des événements internes ou externes majeurs pourraient obliger le champion du Rhdp a renoncé à ce rêve. Pour l'instant, la géopolitique sous-régionale lui interdit un 4e mandat. Ouattara attendra donc encore quelques mois espérant des changements en faveur de son 4e mandat. Les deux premiers tests sont les 4 et 7 juillet, avec les législatives anticipées en Grande-Bretagne et surtout en France.

#AGD



Précisions sur la suspension du financement américain dans le cadre du MCC



L'information fracassante ces jours-ci est la suspension d'une partie du financement américain dans le cadre du Millenium Challenge Corporation (MCC). Evidemment il faut nuancer les faits. Plusieurs médias ont présenté la chose sous un angle pas toujours en accord avec la portée réelle de cette décision. Il faut d'abord dire pour faire simple que le MCC est un programme d'aide de l'Etat fédéral américain. Les pays sont évalués sur plusieurs indicateurs, et selon les points qu'ils obtiennent des financements leurs sont octroyés pour la réalisation de projets arrêtés d'un commun accord. Le programme est valable sur cinq ans. C'est un peu le pendant américain du Contrat de Désendettement et de Développement-CDD, ce programme d'aide mis au point par la France. La Côte d'Ivoire bénéficie d'un financement de 525 millions de dollars (un peu plus de 300 milliards FCFA) dans le cadre du MCC, pour le financement de plusieurs projets lourds, dont la construction d'un échangeur au grand carrefour de Koumassi, la réhabilitation du boulevard de la Paix, la réhabilitation du boulevard de vridi ou "boulevard du port" (y compris la réhabilitation du pont qui se trouve sur le tronçon), la réhabilitation de la voie expresse de yopougon, et la réhabilitation du boulevard VGE. On remarquera qu'il ne s'agit pas de constructions de voies rapides comme cela est présenté dans les médias, mais de réhabilitation de voies qui existent déjà. C'est la première nuance à apporter. Ensuite, seul le financement destiné à la réhabilitation du boulevard de la paix a été suspendu par les américains, parce que mécontents du processus d'indemnisation des populations impactés par ce projet. Les autres travaux se

poursuivent. La suspension de financement concerne une composante sur cinq, les projets étant indépendants les uns des autres. C'est la seconde nuance. Enfin il s'agit d'une suspension et non d'un retrait définitif du financement comme on pourrait le penser. Le financement sera soit alloué sur un autre projet, soit remis en place pour la poursuite des travaux sur le boulevard de la paix. Tout dépendra du résultat des négociations qui vont s'engager entre les deux parties. Tout de même, la Côte d'Ivoire ne sort pas grandie de cette déconvenue. C'est bien la preuve que la corruption gangrène l'économie quoi qu'en disent les autorités. Ce n'est pas la première fois que les fonds destinés à l'indemnisation des populations impactés par un projet, ne sont pas utilisés comme il se doit. Et c'est bien triste. Partout où il y a distributions de fonds, les services en charge de la question se servent sur le dos des bénéficiaires. Pour le quatrième pont, beaucoup face aux caméras ont affirmé ne pas avoir reçu ce qu'on leur avait promis. La BAD qui a financé les indemnités à hauteur de 30 milliards de FCFA, avait émis quelques réserves sur l'opération. Les impactés de l'autoroute de contournement ont même créé une association. Ils se disent fatigués !! Les impactés du métro attendent toujours. Que dire des quelque 755 milliards FCFA supposés distribués pendant la crise du covid aux acteurs de l'économie et aux ménages !!!...etc....etc... Rien n'est fait pour corriger, réparer ces choses. Aujourd'hui ce laxisme nous retombe dessus.

Douglas Mountain
oceanpremier4@gmail.com
Le Cercle des Réflexions Libérales

KKB nouvel ambassadeur de la Côte-d'Ivoire au Gabon



La presse gabonaise de ce vendredi 21 juin confirme l'accréditation prochaine de KKB comme nouvel ambassadeur au Gabon. L'annonce a été faite hier à l'issue du Conseil des ministres.

[...]
Kouadio Konan Bertin nommé ambassadeur de Côte d'Ivoire au Gabon Kouadio Konan Bertin, affectueusement appelé "KKB" a été nommé ambassadeur de la Côte d'Ivoire au Gabon avec résidence à Libreville, a annoncé jeudi soir le porte parole du gouvernement gabonais, Laurence Ndong rendant public le communiqué final du conseil des ministres tenu dans la capitale sous la présidence du Général Brice Clotaire Oligui Nguéma. Kouadio Konan Bertin est né le 26 décembre 1968 à Lakota dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Il intègre le parti PDCI-RDA dès ses années collégiennes. Il est un ancien président du Mouvement des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire (MEECI) au Collège Moderne de Fresco (1984). Kouadio Konan Bertin crée la Cellule de Réflexion et d'Actions Concrètes (CERAC) en 1994. A l'université, il est membre du mouvement

qui s'oppose à la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), dirigée successivement par Martial Joseph Ahi-peaud, Guillaume Soro puis Charles Blé Goudé. KKB crée la Jeunesse du PDCI en 1991, une organisation dont il prendra la tête en 2003. Cette organisation avait pour objectif principal de défendre les intérêts du PDCI-RDA et d'encadrer les étudiants qui ne se reconnaissent pas dans la philosophie de violence comme moyen de lutte prônée par la FESCI. Il occupera ce poste jusqu'au 24 décembre 1999, date du 1er coup d'Etat militaire en Côte d'Ivoire. Il est titulaire d'une Maîtrise en Lettres en Allemand option Communication d'entreprise. Il a occupé le poste de conseiller technique à la mairie de Treichville de 2003 à 2011 ainsi qu'au Ministère des infrastructures économiques en 2010. De décembre 2011 à décembre 2015, il est député de Port-Bouët. Il est père de 4 enfants. Il est aussi Membre du bureau politique du PDCI.

Camille Boussoughou
gabonactu.com



Politique

La Maison de vie de l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville inaugurée



Que c'est beau ! Que c'est génial ! Voici une première dame digne au grand cœur qui s'approprie une cause et se bat pour celle-ci. Au demeurant, toutes les premières dames de notre pays ont soutenu une cause Marie-Thérèse HB, Henriette KB, Dominique O., toutes, exceptée une seule. La méchante, mauvaise et haineuse Simone Gbagbo qui avec son ex-mari (n'a) n'ont posé aucun acte noble pour montrer

leur amour pour ce pays et leur prochain à part tuer, piller, diviser et valider les morts et viols. Et dire que ces individus se disaient chrétiens où le Christ nous enseigne d'abord et avant tout l'amour du prochain et le service pour le prochain. Et ce sont ces minablistes de haine qui veulent donner des leçons aujourd'hui, n'est-ce pas ? Merci, grand merci, à Madame Dominique Ouattara. Le peuple et l'

tra-majorité des Ivoiriens et Ivoiriennes vous remercient pour cet hôpital Mère-enfant où nos enfants, mamans, sœurs et cousines pourront se faire traiter, sans oublier aussi toutes les malades de la sous-région ouest africaine. Bien sur que les chiens et chiennes excité(e)s et assimilés ne trouveront rien à dire.

Juste un observateur de passage...

Dissolution de l'Institut National de la Statistique (INS) remplacé par l'Agence nationale de la statistique

Le Conseil des ministres a adopté un décret portant dissolution de l'Institut National de la Statistique, (INS) et un autre décret portant création de l'Agence d'Exécution dénommée Agence Nationale de la Statistique. L'Agence Nationale de la Statistique est le nouvel organe central de l'animation du système statistique national. Elle est conçue sous la forme d'une agence d'exécution, avec un mode de gestion flexible, pour prendre en charge la coordination technique de la statistique officielle produite par le Système Statistique National. Il a été également créé un Fonds National de Développement de la Statistique (FNDS) ayant pour mission de mobiliser, de recueillir et de sécuriser les ressources destinées au financement du Système Statistique National. Le Conseil National de la Statistique (CNSTAT) est l'organe de concertation et d'orientation générale de la politique nationale en matière de statistique, en vue d'une production régulière et abondante de données statistiques de qualité pour accompagner le processus de développement national.

Avec CIGC



Politique

Effondrements d'immeubles, la solution dans le respect de la réglementation - Les attestations villageoises changent

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme Bruno Koné était face aux journalistes jeudi 13 juin 2024 dans le cadre de sa traditionnelle rencontre d'échanges avec la presse. Un exercice qu'il affectionne et qui lui permet d'informer l'opinion sur ce qui se fait dans ce département ministériel stratégique et sensible qu'il dirige depuis maintenant six ans. Plus de trois heures durant, il a éclairé sur la gouvernance de son ministère, les réformes entreprises, les chantiers en cours, les perspectives et l'actualité. Cette conférence plusieurs fois reportée en raison de la Coupe d'Afrique et d'un agenda chargé arrive au lendemain d'un énième effondrement d'immeuble à Abidjan, Riviera Palmeraie, qui a fait 2 morts et occasionné de nombreux dégâts matériels. Bruno Koné était très attendu sur ce sujet dont il est désormais coutumier. A l'entendre, il n'y a pas péril en la demeure et l'heure n'est pas à la démission comme le suggère une certaine opinion sur les réseaux sociaux. Pour dédramatiser, il fait plutôt parler les chiffres. A savoir qu'on est parti d'un pic de 11 effondrements en 2020 pour être, courant 2024 à un seul effondrement. Comme pour dire que les directives du ministère produisent des résultats même si elles sont parfois contrariées. Ces directives a-t-il martelé, se trouvent dans l'application des mesures prises qui font soit l'objet d'arrêtés soit de décrets visant à renforcer le contrôle et l'efficacité des constructions. "Ce genre de situation est parfaitement évitable quand toutes nos procédures sont suivies", a dit le ministre, conseillant pour tout chantier de construction, "le recours à des professionnels". Toutefois, dit-il, le ministère ne lâche pas prise dans ce qu'il lui revient de faire en matière de contrôle et d'administration des procédures. A cet effet, son département, dit-il, a effectué des contrôles pour la seule année 2023 sur 18.874 chantiers contre 14.190 en 2022. Ces contrôles auront permis de procéder à 60 démolitions courant 2024 contre 165 en 2022. "Il n'y a pas de laxisme, il n'y a pas de complaisance", s'est-il élevé contre ses détracteurs. Pour Bruno Koné la cause des effondrements n'est pas dans la qualité des matériaux utilisés mais dans l'utilisation faite des matériaux. Selon lui, les vérifications et tests effectués après prélèvement sur les ruines des immeubles effondrés n'ont pas révélé telle défaillance.

Logements sociaux : vers une solution concrète ?
L'une des annonces fortes de cette



conférence de presse concerne la construction prochaine d'au moins 27 mille logements par l'Etat à Abidjan et à l'intérieur du pays. Bruno Koné informe que c'est un projet d'urgence lancé par l'Etat et qui va mobiliser 500 milliards de Fcfa. A ce jour, a-t-il révélé, 120 milliards sont déjà mobilisés auprès de bailleurs de fonds et des terrassements déjà en cours sur des chantiers, notamment dans la zone de la Bae et à la zone industrielle de Yopougon. A terme, ce sont 20 mille logements à Abidjan de type R+9 et 5 mille à l'intérieur du pays en R+4. Les modèles de ces logements ont été présentés. Ces logements seront l'affaire de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) au sein de laquelle une commission est créée pour gérer les attributions. Ce ne sera plus la porte ouverte à l'anarchie où l'on avait demandé aux souscripteurs de payer 30 mille Fcfa. "Cette fois-ci nous voulons rendre plus rigoureux le processus d'attribution", a fait valoir le ministre qui annonce 840 logements sur le site de la Bae, 800 en zone industrielle et 200 logements au Pk 24.

L'attestation villageoise : ce qui change

Très passionné de réformes, Bruno Koné a expliqué la nouvelle procédure d'acquisition des terrains villageois à travers l'At-

testation d'usage de droit coutumier. C'est le document officiel qui va remplacer les anciennes attestations villageoises. Le but de cette réforme, a-t-il explicité est de sécuriser la propriété foncière avec un document infalsifiable qui évite d'avoir des attributions multiples sur une même parcelle. Cette attestation reste l'affaire des chefs et détenteurs des droits coutumiers. Seulement le modèle est fourni par le ministère de la Construction qui le met à la disposition des chefferies. Les dé-

tenteurs des anciennes attestations devront, a-t-il recommandé, se rapprocher des services du ministère car à partir d'un certain temps, ces attestations ne seront plus valables, a fait savoir le ministre lors de ce grand oral qui lui aura permis d'aborder plusieurs autres sujets sur lesquels nous reviendrons.

L'OURS

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:Connectionivoirienne@gmail.com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

NOUVEAU LOOK
MAIS TOUJOURS AUSSI DOUX !



CLIQUEZ ICI

Commencez En Force
Finissez En Force

NESCAFÉ



Par La rédaction de Mondafrique

Actue

En Côte-d'Ivoire le pouvoir accusé de verrouiller encore plus l'espace politique

Avec l'article 185 nouveau du code pénal qui met en cause quiconque conteste son autorité, le président ivoirien est déterminé à intimider ses adversaires pour rester encore cinq ans à la tête du pays.

Les funérailles d'Henri Konan Bédié, 89 ans, avaient permis à la classe politique ivoirienne d'afficher son meilleur visage, un tantinet dans la continuité de l'élan patriotique induit par la campagne victorieuse des Eléphants à la Coupe d'Afrique des nations. Malheureusement, une nouvelle poussée de tension a vu le jour à 14 mois de l'élection présidentielle qui se tiendra en octobre 2025. Celle-ci fait suite à l'adoption, le 6 juin dernier, de l'article 185 nouveau du code pénal par le parlement qui rend désormais passible de poursuites judiciaires « tout individu qui lance un appel public à l'effet de contrarier l'autorité en solidarité avec M. Gbagbo », a précisé Abdoulaye Ben Méité sur le plateau de la Nouvelle chaîne ivoirienne (NCI). Cet avocat de l'Etat aux prises avec Laurent Gbagbo durant ses longues années de procès pour crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale a en effet tenu à expliquer que l'article 185 nouveau ne vise pas d'autres Ivoiriens que l'ancien président qui espérait un retour d'ascenseur de la part d'Alassane Ouattara qu'il avait rendu éligible en 2005 à l'issue de la médiation de l'ex-président sudafricain Thabo Mbeki.

Gbagbo-Ouattara : l'éternelle rivalité



A une semaine du discours sur l'Etat de la nation du président Ouattara prévu devant les deux chambres du parlement réuni en congrès, c'est l'histoire de la confrontation singulière entre Gbagbo et Ouattara qui se répète, le premier se retrouvant désormais dans la position du second. En revanche, ce nouveau tour de vis ôte tout suspens à cette déclaration attendue le 18 juin prochain puisque le président Ouattara montre, via cet article 185 nouveau, qu'il est déterminé à jeter toutes ses forces dans la pré-campagne électorale pour intimider ses adversaires et rester encore au pouvoir les cinq prochaines années. Signe des temps, le patron de la gendarmerie nationale ne cache d'ailleurs plus son agacement puisqu'il est déjà

monté au créneau, le week-end dernier, pour expliquer qu'aucun désordre ne sera toléré dans le pays. Si l'un des bras armés du gouvernement bande ainsi les muscles, c'est parce qu'aux problèmes personnels de Laurent Gbagbo s'ajoute également la contestation des réformes électorales initiées par le gouvernement. Neuf partis politiques d'opposition dont le Mouvement des générations capables (MGC) de Simone Gbagbo, Génération des peuples solidaires (GPS) de Guillaume Soro et le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep) de Blé Goudé et plusieurs associations de la société civile font chorus pour demander l'arrêt des dites réformes au profit d'une concertation préalable

avec l'opposition. Tous dénoncent en effet une initiative non consensuelle qui se déroule « sans qu'aucune autorité de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et ou du Ministère de l'Intérieur n'ait songé à en informer officiellement, ni les partis politiques, ni les organisations de la société civile, encore moins les populations », note leur déclaration.

L'opposition encore très divisée

Or, même si le gouvernement met à profit un contexte où l'opposition ivoirienne est fortement divisée par des problèmes d'égo, de leadership et par toutes sortes de vieilles rancunes, il aurait en revanche tort de trop insister. Car malgré leur humour habituel, les Ivoiriens font face à de nombreuses difficultés existentielles qui sont rendues rédhibitoires par l'inflation des denrées alimentaires, la crise du logement ainsi que la grave de l'emploi qui frappe les jeunes diplômés. Un ivoirien sur trois arrive désormais à se nourrir correctement et la jeunesse dont une partie avait été séduite par le profil d'ancien banquier du président Ouattara se montre de plus en plus sceptique. Les rancœurs des populations pourraient donc servir d'élément propogateur à un nouvel embrasement général que le gouvernement aurait d'ailleurs tort de circonscrire par un nouveau passage en force du président de la République le 18 juin prochain. Au risque d'embraser de nouveau le pays tout entier qui n'avait retrouvé la paix en 2020 qu'après des violences électorales qui ont fait 80 morts et 300 blessés, de triste mémoire.

Le budget prévisionnel 2025 de la Côte-d'Ivoire passe à 23 milliards d'euros (15 mille milliards de fcfa)



Le projet de budget de l'année 2025 prévoit une hausse de 11,5 % par rapport au budget 2024 pour s'établir à 15 301 milliards FCFA. Ces chiffres ont été communiqués par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, à l'issue du Conseil des ministres, le 12 juin 2024 à Abidjan. Selon lui, ce niveau de croissance devrait continuer pour atteindre 17 070 milliards CFA en 2026 et 17 480 milliards FCFA en 2027. Toutefois, a-t-il précisé, ces prévisions économiques et budgétaires sont provisoires et pourraient connaître les évolutions par la prise en compte des éventuelles nouvelles informations qui interviendraient dans les mois à venir avant l'examen du projet de 2025. Pour l'atteinte de ces objectifs, la politique budgétaire de l'Etat sur la période 2025- 2027 sera orientée en matière de recettes vers la consolidation de l'efficacité du recouvrement des recettes intérieures. En matière de dépenses, il est prévu la poursuite de la maîtrise des charges de fonctionnement et le maintien de la soutenabilité de l'endettement public, en vue d'une plus grande marge de manœuvre pour l'accroissement continu des investissements et des dépenses de lutte contre la pauvreté. Le document de programmation budgétaire économique pluriannuelle 2025 2027, s'appuie sur une prévision de croissance du PIB de l'ordre de 7,4 % en moyenne annuelle sur la pé-

riode déterminée. La politique économique et financière du gouvernement sera consacrée à la mise en œuvre des stratégies de développement initiées les années antérieures.



Actue - Inter

Nouveau parc à bétails délocalisé d'Abidjan - Vendeurs et clients pataugent dans la boue à Adjamé



Depuis quelques jours, le site de l'ancienne Casse d'Adjamé a accueilli le parc à bétail précédemment situé à Port-Bouët. Mais avec les pluies qui tombent quotidiennement, ce parc est devenu un champ de boue dans lequel les vendeurs de bétail et leurs démarcheurs pataugent à longueur de journée. Les clients également éprouvent d'énormes difficultés à y pénétrer pour s'offrir des moutons ou des bœufs, dont les prix ont tout aussi pris l'ascenseur.

A l'entrée principale du parc à bétail, l'on constate déjà l'ampleur de la boue. Ce mardi 11 juin 2024, nous avons observé de plus près cette réalité que vivent quotidiennement vendeurs de bétail, démarcheurs et autres personnes exerçant des activités liées au commerce de bétail. Après environ cinq minutes d'observation et d'hésitation, nous décidons d'emprunter l'une des rues boueuses dudit parc. Dès les premiers pas, nous tentons d'éviter la boue en marchant sur les morceaux de briques et pierres placés çà et là. Mais finalement nous avons dû marcher dans la boue, puisqu'elle a envahi pratiquement plus de la moitié des voies de circulation.

Bottes et sachets plastiques pour se protéger

Dans cet environnement fait de boue, les bottes et les sachets plastiques sont utiles pour se protéger. Les démarcheurs, qui font la navette entre les différents enclos et les clients, sont pour la plupart chaussés de bottes. « Ça me permet de me déplacer facilement sans gêne », confie Alasane. Il passe ses journées à aborder les clients à l'entrée du parc, pour les conduire vers les vendeurs et leurs bétails. Les vendeuses de couteaux, toujours présentes aux côtés des vendeurs de bétail à l'approche de la Tabaski jugent utile d'utiliser les bottes. Il en est de même pour les acheteurs. «

C'est à l'entrée qu'on vend les bottes », lance un jeune homme à un client qui tenait ses sandales en cuir en mains. Il éprouvait des difficultés pour avancer dans la boue. Il a dû suivre la proposition du jeune homme en s'achetant une paire de bottes, pour se protéger de la boue.

Les sachets plastiques sont également les bienvenus. Une dame venue acheter un bœuf pour la tabaski a dû s'acheter des sachets plastiques pour se couvrir les pieds afin de pouvoir marcher dans la boue. Le jeune homme qui l'accompagnait pour la circonstance, en a fait autant. Malgré cette protection de fortune, elle n'a pu aller plus loin. Un démarcheur s'est donc chargé de lui trouver une bête de son choix, en parcourant les différents enclos sommairement aménagés. « Ce que je viens de voir ne me donne pas la force de parler », a-t-elle répondu en parlant de l'état des lieux, quand nous avons voulu lui arracher quelques mots.

La boue, un obstacle pour les clients

« Les clients viennent rarement ici, à cause de la boue », fait remarquer Saïd Diallo, vendeur de moutons. La boue est devenue un obstacle pour de nombreux clients. Debout en bordure du parc, ils attendent que les vendeurs viennent leur proposer du bétail. Quant à Saïd, il se charge lui-même de livrer ses bêtes à ses clients. Pour ce faire, il entretient la communication avec ces derniers qui ont pour la plupart son numéro de téléphone. Et pendant que nous échangeons avec lui, l'un de ses clients l'a justement joint au téléphone, pour lui passer une commande. Saïd Diallo avoue

que la boue a toujours été leur quotidien depuis environ quatre ans qu'il vend des moutons à cet endroit. En fait, il convient de préciser qu'avant de délocaliser le parc à bétail de Port-Bouët sur ce site, des vendeurs de moutons s'y étaient déjà installés des années avant. L'espace aménagé pour accueillir les marchands de bétails des autres communes, commence aussi à connaître le même sort. Il faudra s'attendre au pire si rien n'est fait pendant cette saison des pluies. Les marchands ont dû placer des planches à certains endroits, pour permettre aux clients d'éviter la boue. Un marchand déplacé d'Abobo, que nous avons rencontré, ne semble pas s'habituer au nouveau site, pour toutes ces raisons.

Parc bien ravitaillé, prix des bêtes élevés

« Vous voyez bien qu'il y a assez de bétails. Mais c'est cher. Cela dépend du prix auquel nous les achetons aux grossistes », explique Saïd. Le parc est en effet bien fourni en moutons. Les gros porteurs remplis de bœufs et de moutons viennent chaque jour le ravitailler, ainsi qu'il nous a été donné de le constater. Mais, comme c'est le cas chaque année, nombre de personnes estiment que les prix sont élevés. « J'ai payé mes moutons à 200 000 FCFA l'unité », confie un homme. Il venait d'acheter trois moutons à 600 000 FCFA. « Il y a peut-être des moutons de 100 000 FCFA. Mais ça doit être rare » fait savoir un marchand. Dans son enclos, il n'y a que des bêtes de 200 000 FCFA et 250 000 FCFA. Un peu plus loin, des moutons, beaucoup plus gros coûtent jusqu'à 550 000 FCFA. Une dame était en quête d'un bœuf d'une valeur de 450 000 FCFA. « Mais tous ceux qu'on m'a montrés jusqu'à présent sont très jeunes », se plaint-elle. Quant aux grossistes, ils mettent ce coût élevé du bétail sur le compte du trajet qu'ils estiment long et onéreux.

Depuis le 2 juin 2024, ce site de l'ancienne Casse d'Adjamé est le seul grand espace officiellement désigné pour le parking et la vente du bétail à Abidjan. Le gouverneur du district d'Abidjan, Ibrahima Cissé Bacongo, a délocalisé tous les parcs à bétails des communes d'Abidjan sur ce site où d'autres espaces ont été aménagés, pour recevoir les vendeurs de bétails. L'étape du départ de Port-Bouët s'est déroulée dans la violence. Des marchands de bétails de cette commune s'étaient opposés à la délocalisation de leur parc, arguant que l'espace proposé à Adjamé n'est pas adapté. Pour le gouverneur, il s'agissait de lutter contre l'insalubrité qui régnait dans le parc de Port-Bouët et les embouteillages au niveau du carrefour Akwaba, du fait des travaux de construction de l'échangeur et de la ligne du métro.



Actualité

La Haute Autorité pour la Bonne gouvernance (HABG) planifie la protection des dénonciateurs et lanceurs d'alertes



Dans le cadre de la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire, un panel a été organisé ce jeudi 13 juin par la Haute Autorité pour la Bonne gouvernance (HABG) dans ses locaux à Abidjan-Cocody, sur le thème "Mesures de protection des dénonciateurs et des lanceurs d'alertes : acquis et perspectives". Cette activité a été organisée en collaboration avec le Secrétariat technique du Comité interministériel chargé de la mise en œuvre des recommandations issues du Rapport d'évaluation mutuelle du dispositif de LBC/FT-PADM de la Côte d'Ivoire. En effet, plusieurs recommandations ont été faites à la Côte d'Ivoire dont la nécessité d'assurer la protection des dénonciateurs et lanceurs d'alertes. Le Comité interministériel a donc inscrit cette activité dans son plan d'actions en vue d'apporter des réponses aux faiblesses du dispositif existant. Selon Emmanuel Assi, représentant le président de la HABG, l'objectif est d'apporter des éclairages sur les dispositions légales en vigueur qui garantissent la protection des dénonciateurs afin de rassurer la population et l'inciter à dénoncer. Il a souligné l'importance de cette campagne d'information et de sensibilisation, qui s'inscrit dans l'engagement continu de l'État de Côte d'Ivoire à améliorer la gouvernance et la transparence dans la gestion des biens publics.

Avec CIGG

Législatives 2024

En France la gauche s'unit, la droite se fracture



une carte des investitures Nouveau Front populaire (et ce qui a changé depuis la Nupes de 2022). Jeudi 13 juin, la majorité des partis de gauche français se sont mis d'accord sur un programme et des investitures en vue des élections législatives du 30 juin et 7 juillet. Voici la répartition et les changements par rapport à l'accord de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale de 2022. Quatre jours après le coup de tonnerre de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, le 9 juin – sur fond d'élections européennes perdues pour son parti –, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme et une répartition des investitures uniques dans 546 des 577 circonscriptions législatives françaises. La France insoumise est investie dans 229 circonscriptions. Le parti de Jean-Luc Mélenchon est suivi du Parti socialiste (175 investitures), des Ecologistes (EELV, 92) et du Parti communiste français (50). Les équilibres politiques ont évolué en deux ans, et 18 % des investitures ont changé depuis l'accord sur la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) de mai 2022. La carte suivante présente chaque circonscription législative sous la forme d'un hexagone, afin de mieux représenter les régions très peuplées – car ce sont les citoyens

qui votent, pas les superficies. Ces hexagones sont placés en les rapprochant autant que possible de leur localisation géographique, ce qui n'est pas toujours possible dans les zones très denses. Les premières mesures officielles du programme commun du Nouveau Front populaire Le Nouveau Front populaire, alliance de la gauche pour les législatives anticipées, a dévoilé ce vendredi son programme de « rupture » qui sera appliqué en cas de victoire, avec notamment trois abrogations de réformes symboliques et l'augmentation du smic, qui serait porté à 1 600 euros net. Les mouvements de gauche, de Place publique aux « insoumis » en passant par Les Ecologistes (EELV), le Parti communiste français et le Parti socialiste, promettent d'abroger les réformes des retraites et de l'assurance chômage ainsi que la loi « immigration ». Sur le dossier ultrasensible du conflit au Proche-Orient, ils qualifient l'attaque du 7 octobre 2023 de « massacres terroristes du Hamas » et « [souhaitent] agir pour la libération des otages détenus ». La coalition appelle à « imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza et faire respecter l'ordonnance de la Cour internationale de justice (CIJ) qui évoque, sans ambiguïté, un risque de génocide ».

Une sélection avec [Lemond.fr](https://www.lemonde.fr)



Inter

Bacongo satisfait de l'avancée des travaux d'aménagement de la baie du Banco à Attécoubé



Une visite terrain m'a permis de constater avec satisfaction la bonne évolution dans l'exécution de ces travaux. Ces projets en cours de réalisation au Banco sont d'une importance capitale pour notre district. Ils visent à transformer cet espace en un site touristique attrayant. Au programme : la création d'un parc d'attraction, d'un espace gastronomique et d'une voie pavée à l'entrée du Parc du Banco sur 355 mètres linéaires, le tout agrémenté d'un éclairage public.

De plus, une clôture en grille avec des points lumineux sur une longueur de 500 mètres linéaires sera réalisée pour sécuriser et embellir davantage cette zone emblématique. Restez connectés pour suivre de près l'avancement de ces projets qui contribueront à valoriser notre patrimoine naturel et à offrir de nouvelles opportunités de loisirs à nos concitoyens

Biodiversité et écosystèmes:

Le ministre Assahoré Konan exhorte à trouver des solutions aux défis urgents



Le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, Jacques Assahoré Konan, a exhorté, ce mardi 11 juin 2024 à Abidjan-Plateau, les acteurs du Dialogue régional pour

exotiques envahissantes et la conservation durable de la faune et de la flore" est le thème de cette activité qui se tient jusqu'au 13 juin. A en croire la représentante résidente du PNUD, Carol Flore-Smreczniak, les espèces exo-

l'Afrique du Centre et de l'Ouest, à trouver des solutions aux défis urgents de la biodiversité et des écosystèmes. Il s'exprimait à l'ouverture de ce Dialogue organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sous l'égide du ministère chargé de l'Environnement. "Solutions inclusives pour les espèces

tiques envahissantes sont l'un des principaux moteurs de la perte de biodiversité mondiale, causant 60% des extinctions et entraînant un coût économique de 423 milliards de dollars en 2019. "Nous avons le devoir de protéger notre patrimoine naturel pour les générations futures", a-t-elle dit. Carol Flore-Smreczniak a évoqué la détermination du PNUD à collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) pour soutenir le gouvernement ivoirien dans l'actualisation de la Stratégie et du Plan d'action pour la Biodiversité. Notons que la diversité biologique, terrestre et aquatique de la Côte d'Ivoire comprend globalement 17343 espèces dont 12647 espèces des écosystèmes terrestres et 4696 espèces écosystémiques aquatiques.

Avec CIGG

Cité CAN à San Pedro: 32 villas de haut standing de cinq chambres



32 villas de luxe de 5 pièces étaient sorties de terre pour accueillir trois formations du Groupe F de la 34ème édition de Coupe d'Afrique des nations (CAF), à savoir, la Zambie, la Tanzanie et la RDC. La «Cité CAN» de San Pedro, située sur l'axe San Pedro-Dabou et dont les travaux ont démarré en 2019, est composée d'équipements modernes, notamment, des lits, des toilettes, un système d'air conditionné, etc. Bâtie sur 6,8 ha, cette infrastructure de qualité offre un espace commun multifonctionnel, comprenant des restaurants, une salle de gym, une salle de réunion et un espace de détente. Tout comme des services de blanchisserie et d'entretien ménager. «L'hébergement offre une concentration optimale aux athlètes qui sont dans un cadre de sécurité. C'était une priorité des autorités ivoiriennes», souligne Brou Kouamé Alexis. D'une capacité de 48 chambres, les installations de la Cité CAN de San Pedro sont conformes aux normes d'un hôtel quatre étoiles, garantissant ainsi un niveau de confort et de propreté élevé. «Dans ces cités CAN, les joueurs se croisent dans la plus grande détente. Il y a une vraie cohésion entre les équipes. Paradigme qui a contribué à l'organisation de la plus belle des CAN de l'histoire », estime Salomé Yapo.

CIGG



Justice

Sports

AGD traduit de l'Anglais avec AJazeera

Le syndicat des joueurs FIFPro ne veut pas de la Coupe du monde des clubs



Pour tenter de contrecarrer la nouvelle "aberrante" Coupe du monde des clubs, le syndicat mondial des footballeurs professionnels, la FIFPro, a engagé une action en justice contre l'instance dirigeante de la Fédération mondiale de football, la FIFA. Selon la FIFPro, la FIFA a de façon unilatérale décidé du nouveau

tournoi, qui devrait avoir lieu pour la première fois l'année prochaine. Le syndicat estime que le calendrier footballistique actuel est surchargé et impraticable. La Coupe du Monde des Clubs est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, la Nation League européenne, elle aussi, jugée irrelevante. La plainte de FIFPro a été dé-

posée jeudi par le syndicat des joueurs anglais (PFA) et français (UNFP). Les deux membres de la division européenne de la FIFPro ont déposé leur plainte en Belgique, auprès du tribunal de commerce de Bruxelles, dans l'espoir que la Cour européenne examinera, elle aussi.

Un tournoi de Football pour booster la consommation locale de chocolat made in Côte-d'Ivoire



«Le sport, vecteur d'une production cacaoyère sans travail des enfants». C'est le thème retenu par la société coopérative ivoirienne de négoce des produits agricoles (SCINPA) et la société française Wati-B, pour l'organisation de la 1ère édition du tournoi international de football dénommé

d'administration de la SCINPA, Moussa Sawadogo, par ailleurs président du club de ligue 2, Entente sportive d'Agboville, et son partenaire Dawala, patron du label Wati-B, de promouvoir à travers ce tournoi la transformation du cacao et la consommation du chocolat en Côte

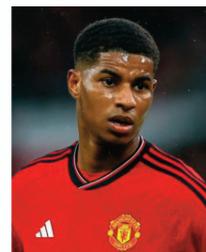
d'Ivoire. Deux fois lauréat des Trophées des Agricultures du Monde pour la qualité de sa gamme de chocolats lors du Salon international de l'agriculture de Paris en 2023 et en 2024, la SCINPA fait partie des meilleurs promoteurs du cacao ivoirien. Elle ambitionne en collaboration avec son partenaire français, à travers ce tournoi, de booster surtout la consommation du chocolat made in Côte d'Ivoire. En marge du tournoi qui mobilisera plus de 5000 personnes, le public aura droit non seulement aux prestations sportives mais aussi à des dégustations des produits dérivés du café-cacao, à des sensibilisations sur le travail des enfants et sur l'agroforesterie.

degaard, Haaland, Pogba, Alaba...ces stars qui manqueront l'Euro 2024

Le capitaine d'Arsenal, Martin Odegaard, a manqué de peu de remporter la Premier League, gagnée encore sur le fil par Manchester City de son bon ami Erling Haaland, pour une quatrième titre consécutif (un record). Le total de six buts de Haaland lors des éliminatoires de l'Euro 2024, et les deux buts d'Odegaard n'ont pas suffi à qualifier la Norvège pour le tournoi.

Rashford

Marcus Rashford a été exclu de l'équipe de Gareth Southgate pour l'Euro, un an et demi seulement après sa sortie à la Coupe du monde au Qatar. Le joueur de 26 ans traverse une perte de forme en 2023-24, n'inscrivant que huit buts en 43 matchs toutes compétitions confondues – une énorme baisse par rapport aux 30 buts qu'il avait marqués la saison précédente.



Pogba

Paul Pogba avait joué un rôle majeur dans la victoire de la France en Coupe du monde en 2018, mais avait été contraint de rater l'édition 2022 au Qatar en raison de blessures. Malgré son retour en forme cette saison, Pogba ne jouera pas lors du prochain Euro après que le milieu de terrain de la Juventus se soit vu imposer une interdiction pour dopage de quatre ans. L'interdiction, qui court jusqu'en septembre 2027, exclut également la superstar française de la prochaine Coupe du monde en 2026, excluant ainsi Pogba de l'équipe nationale jusqu'à ce qu'il soit au crépuscule de sa carrière à 34 ans.



Alaba

L'Autrichien David Alaba a été exclu de l'équipe provisoire de l'entraîneur Ralf Rangnick en raison d'une blessure – mais il y a eu un rebondissement inattendu dans cette histoire. Le défenseur du Real de Madrid sera dans l'avion avec le reste de l'équipe autrichienne pour l'Allemagne, ou un rôle lui a été confié.



Gavi

Le milieu de terrain central le mieux noté Gavi, un habitué de Barcelone et de l'Espagne, ne jouera pas pour La Roja à l'Euro car lui aussi continue de se remettre d'une blessure au LCA. Le joueur de 19 ans s'est blessé au genou lors du match de qualification de l'Espagne contre la Géorgie en novembre.

